

Rapport financier consolidé

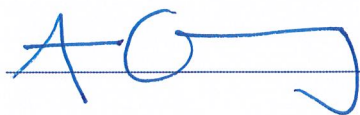
Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Amélie Champigny, CPA CA OMA M.Sc., atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Contrecoeur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a 'G' and a long horizontal stroke ending in a hook.

Date 9 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Contrecoeur

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Contrecoeur (l'« entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Contrecoeur au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Contrecoeur inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1 à S23-4 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

RAPPORT

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MPA inc. société de comptables professionnel agréés
(1) Par Robert Arbour COA auditeur
Montréal le 9 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations	
		2022	2021
Revenus			
Taxes	1	16 112 383	13 654 632
Compensations tenant lieu de taxes	2	265 026	213 648
Quotes-parts	3		
Transferts	4	1 737 014	908 846
Services rendus	5	1 105 709	695 519
Imposition de droits	6	2 138 774	1 749 234
Amendes et pénalités	7	296 089	364 054
Revenus de placements de portefeuille	8	75 752	13 959
Autres revenus d'intérêts	9	104 600	92 374
Autres revenus	10	28 970	70 677
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	21 864 317	17 762 943
Charges			
Administration générale	14	3 354 311	2 959 838
Sécurité publique	15	3 178 378	2 841 021
Transport	16	3 697 419	3 635 985
Hygiène du milieu	17	4 562 565	4 274 036
Santé et bien-être	18	139 254	127 129
Aménagement, urbanisme et développement	19	595 231	603 304
Loisirs et culture	20	2 728 080	2 488 191
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	797 386	602 383
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	19 052 624	17 531 887
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 811 693	231 056
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	45 146 486	44 915 430
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	45 146 486	44 915 430
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	47 958 179	45 146 486

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 801 878	4 433 376
Débiteurs (note 5)	2	4 934 571	5 242 433
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	119 984	115 931
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	8 856 433	9 791 740
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 000 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 575 009	3 484 078
Revenus reportés (note 12)	12	158 415	33 432
Dette à long terme (note 13)	13	37 115 037	36 401 252
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	147 199	134 771
Autres passifs (note 14)	15		
	16	41 995 660	40 053 533
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(33 139 227)	(30 261 793)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	80 564 603	74 904 667
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	212 251	213 741
Stocks de fournitures	20	237 175	172 787
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	83 377	117 084
	23	81 097 406	75 408 279
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	47 958 179	45 146 486

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 811 693	231 056
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	9 228 562)	(11 440 075)
Produit de cession	3	2 430	1 065
Amortissement	4	3 568 474	3 314 245
(Gain) perte sur cession	5	(2 279)	(1 065)
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(5 659 937)	(8 125 830)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	1 490	2 789
Variation des stocks de fournitures	10	(64 388)	(9 870)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	33 707	35 448
	13	(29 191)	28 367
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	1	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(2 877 434)	(7 866 407)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(30 261 793)	(22 395 386)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(30 261 793)	(22 395 386)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(33 139 227)	(30 261 793)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 811 693	231 056
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	3 568 474	3 314 245
Autres			
▪ Affectation	3		(20 984)
▪ Gain/Perte sur cession	4	(2 278)	(1 064)
	5	6 377 889	3 523 253
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	307 862	(195 948)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	90 931	(363 434)
Revenus reportés	9	124 983	20 231
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	12 428	7 831
Propriétés destinées à la revente	11	1 490	2 789
Stocks de fournitures	12	(64 388)	(9 870)
Autres actifs non financiers	13	33 707	35 448
	14	6 884 902	3 020 300
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(9 228 562)	(11 440 075)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	2 430	1 065
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(9 226 132)	(11 439 010)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	(8 493)
Remboursement ou cession	21	(4 053)	37 969
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(4 053)	29 476
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	3 941 900	10 466 500
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 265 298)	(2 633 736)
Variation nette des emprunts temporaires	27	1 000 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	37 183	(70 688)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	1 713 785	7 762 076
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(631 498)	(627 158)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	4 433 376	5 060 534
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	4 433 376	5 060 534
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	3 801 878	4 433 376

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La ville de Contrecoeur (ci-après « la ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil municipal composé de six conseillers et d'une mairesse.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté à la page S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 à S23-4.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

La municipalité participe aux partenariats suivants :

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent. (consolidation ligne par ligne) (3,496%)

Régie intermunicipal des services animaliers de la Vallée-du-Richelieu. (Consolidation ligne par ligne) (6,37%)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et charges aux cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 40 ans

Véhicules: 5, 10, 15 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10, 15 et 20 ans

Amélioration locatives : période de 10 ans

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

Les transferts (subvention) en provenance des gouvernements sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées aussi.

Provenant de consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent

Régimes retraite à cotisations déterminées

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010 .

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds soit celles impliquant des excédents affectés ou non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Opérations entre apparentés

La ville est apparentée avec tous les organismes décrits dans la section Périmètre comptable et partenariat, qui se trouve dans les principales méthodes comptables. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi que les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du conseil, ainsi que le directeur général de la ville.

La ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la ville et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquels ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 801 878	4 433 376
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	3 801 878	4 433 376
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	3 801 878	4 433 376
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	74 265	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	2 055 794	2 104 973
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	1 991 539	2 348 088
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	75 921	179 459
Organismes municipaux	16	159 532	130 577
Autres			
▪ Loisirs et Autres	17	535 444	363 142
▪ Promoteurs	18	116 341	116 194
	19	4 934 571	5 242 433
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	1 837 850	1 856 750
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	1 837 850	1 856 750
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	5 429	28 869
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	736 260	770 381
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	923 532	968 567
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	331 747	609 140
	31	1 991 539	2 348 088

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	105 572	101 519
Autres placements	39	14 412	14 412
	40	119 984	115 931
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(147 199)	(134 771)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	(147 199)	(134 771)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	231 138	150 783
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48	232 012	184 797
Autres régimes (REER et autres)	49	164 032	106 066
Régimes de retraite des élus municipaux	50	25 903	25 709
	51	653 085	467 355

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

Au 31 décembre 2022, La Ville dispose de marge de crédit autorisée de 16 055 500 \$. Un montant de 1 000 000 \$ est utilisé au 31 décembre 2022. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiels.

Au 31 décembre 2022, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000\$. Un montant de 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2022. Les montants prélevés portent intérêts au taux de base. La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 3,496%.

Au 31 décembre 2022, La Régie intermunicipale des Services animaliers de la Vallée-du-Richelieu dispose d'une marge de crédit autorisée de 50 000 \$. La marge est inutilisée au 31 décembre 2022. Les montants prélevés portent intérêts au taux préférentiel. La quote-part de la ville dans ces engagements s'élève à 6,37%

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	1 986 149	1 750 613
Salaires et avantages sociaux	56	488 402	597 665
Dépôts et retenues de garantie	57	790 727	1 035 227
Provision pour contestations d'évaluation	58	200 000	
Autres			
▪ Intérêts courus	59	59 598	55 477
▪ Provisions	60	50 000	45 000
▪ Autres	61	133	96
▪	62		
▪	63		
	64	3 575 009	3 484 078

Note**12. Revenus reportés**

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65		
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	61 399	
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	96 883	30 681
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Commandite APM	80	133	133
▪ Montréal bleu #2	81		2 618
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	158 415	33 432

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,85	2023	2043	88	37 425 900	36 743 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,29	3,29	2023	2023	94	83	6 181
Autres					95		
					96	37 425 983	36 749 381
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(310 946)	(348 129)
					98	37 115 037	36 401 252

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		8 091 100		83	8 091 183
2024	100		4 683 800			4 683 800
2025	101		2 316 000			2 316 000
2026	102		10 155 000			10 155 000
2027	103		947 000			947 000
2028 et plus	104		11 233 000			11 233 000
	105		37 425 900		83	37 425 983
Intérêts et frais accessoires	106		()	()	()	()
	107		37 425 900		83	37 425 983

Note**14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	13 774 141	3 067 986		16 842 127
Eaux usées	116	22 714 898	450 067		23 164 965
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	33 560 200	2 251 942		35 812 142
Autres					
▪ Parcs, Éclairage et Circulatio	118	13 736 822	552 655		14 289 477
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	9 861 976	1 801 067		11 663 043
Améliorations locatives	122	56 364	527		56 891
Véhicules	123	3 534 783	186 953	9 789	3 711 947
Ameublement et équipement de bureau	124	1 397 319	194 043		1 591 362
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 511 194	301 769		1 812 963
Terrains	126	6 536 971	421 553		6 958 524
Autres	127				
	128	106 684 668	9 228 562	9 789	115 903 441
Immobilisations en cours	129				
	130	106 684 668	9 228 562	9 789	115 903 441
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	5 314 911	402 802		5 717 713
Eaux usées	132	6 496 723	537 704		7 034 427
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	7 982 644	1 095 518		9 078 162
Autres					
▪ Parcs, Éclairage et Circulatio	134	3 921 154	597 935		4 519 089
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	4 290 824	444 273		4 735 097
Améliorations locatives	138	42 151	1 511		43 662
Véhicules	139	1 793 815	210 713	9 637	1 994 891
Ameublement et équipement de bureau	140	1 016 145	156 773		1 172 918
Machinerie, outillage et équipement divers	141	921 634	121 245		1 042 879
Autres	142				
	143	31 780 001	3 568 474	9 637	35 338 838
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	74 904 667			80 564 603

Biens loués en vertu de contrats
de location-acquisition inclus
dans les immobilisations corporelles

Coût	145	93 464		93 464	
Amortissement cumulé	146	(87 079)	()	(87 079)	()
Valeur comptable nette	147	6 385			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	212 251	213 741
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150		
	151	212 251	213 741
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	212 251	213 741

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪	165	83 377	117 084
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	83 377	117 084

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats à verser les montants suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2023	476 121 \$
2024	299 390 \$
2025	12 197 \$
2026	12 380 \$

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 1 183 770\$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Locations de système de radio communication: 394 590\$ en 2023, 394 590\$ en 2024 et 394 590\$ en 2025. La quote-part de la Ville est de 3,496 %

En vertu des divers contrats, la Régie intermunicipale du Service animalier de la Vallée du Richelieu s'est engagée pour les 3 prochains exercices pour une somme globale de 62 993 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Régie devra prévoir pour les 3 prochains exercices financiers les sommes suivantes:

Location d'immeuble: 2023 : 25 197\$; 2024 : 25 197 \$ et 2025 : 12 599 \$. La quote-part de la Ville est de 6,37 %.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
Parc nautique	220 000	220 000	220 000
	171	220 000	220 000
Dettes à long terme			
	172		
	173	220 000	220 000

La Ville de Contrecoeur se porte caution à la hauteur de 220 000 \$ envers le Parc nautique de Contrecoeur.

B) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

La Régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 29 000 \$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La Régie fait l'objet d'une réclamation totalisant 124 000\$ qui a été intentée par un citoyen suite à un incident survenu sur son territoire. L'audience pour ce dossier est présentement en cours et il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige et le montant que la Régie pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers et tout règlement concernant cette poursuite sera enregistré dans les résultats de l'exercice en cours.

La quote-part de la ville est de 3,496 %.

D) Autres

Environnement

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal.

Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminés du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure de Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues à cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurées avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats détaillés par organismes et l'état de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	13 654 632	15 779 995	16 112 383		16 112 383
Compensations tenant lieu de taxes	2	213 648	219 425	265 026		265 026
Quotes-parts	3					1 430 287
Transferts	4	855 553	629 061	638 717		638 717
Services rendus	5	607 322	728 832	999 004		1 105 709
Imposition de droits	6	1 727 043	1 083 900	2 116 368		2 138 774
Amendes et pénalités	7	164 323	75 100	153 939		296 089
Revenus de placements de portefeuille	8	13 959	10 000	63 009		75 752
Autres revenus d'intérêts	9	88 152	41 000	104 600		104 600
Autres revenus	10	69 091				5 035
Effet net des opérations de restructuration	11					5 035
	12	17 393 723	18 567 313	20 453 046		1 719 326
						20 742 085
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	53 293		1 098 297		1 098 297
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18			23 935		23 935
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	53 293		1 122 232		1 122 232
	22	17 447 016	18 567 313	21 575 278		1 719 326
						21 864 317
Charges						
Administration générale	23	2 441 558	2 506 565	2 761 274	593 037	3 354 311
Sécurité publique	24	2 312 764	2 560 169	2 670 906	116 264	3 178 378
Transport	25	2 380 199	2 097 884	2 280 950	1 416 469	3 697 419
Hygiène du milieu	26	3 402 583	3 764 071	3 622 059	940 506	4 562 565
Santé et bien-être	27	127 129	152 926	139 254		139 254
Aménagement, urbanisme et développement	28	603 304	730 691	595 231		595 231
Loisirs et culture	29	2 049 868	2 517 211	2 264 564	463 516	2 728 080
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	578 235	780 677	781 106		16 280
Effet net des opérations de restructuration	32					797 386
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	3 272 092	3 000 000	3 529 792 (	3 529 792)	
	34	17 167 732	18 110 194	18 645 136		1 837 775
						19 052 624
Excédent (déficit) de l'exercice	35	279 284	457 119	2 930 142		(118 449)
						2 811 693

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021 Administration municipale	Budget 2022 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2022 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	279 284	457 119	2 930 142	(118 449)	2 811 693
Moins : revenus d'investissement	2	(53 293)	()	(1 122 232)	()	(1 122 232)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 991	457 119	1 807 910	(118 449)	1 689 461
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	3 272 092	3 000 000	3 529 792	38 682	3 568 474
Produit de cession	5				2 430	2 430
(Gain) perte sur cession	6				(2 279)	(2 279)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	3 272 092	3 000 000	3 529 792	38 833	3 568 625
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	2 789		1 490		1 490
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	2 789		1 490		1 490
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	37 969	(42 500)	(4 053)		(4 053)
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	37 969	(42 500)	(4 053)		(4 053)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 422 463)	()	(3 066 901)	(6 097)	(3 072 998)
	18	(2 422 463)		(3 066 901)	(6 097)	(3 072 998)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(424 982)	()	(1 081 574)	(416)	(1 081 990)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				8 852	8 852
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000		80 000	132 848	212 848
Réserves financières et fonds réservés	22	43 563		(450 007)	(26 440)	(476 447)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(5 122)	(5 122)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 419)		(1 451 581)	109 722	(1 341 859)
	26	618 968	2 957 500	(991 253)	142 458	(848 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	844 959	3 414 619	816 657	24 009	840 666

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	53 293	1 122 232		1 122 232
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	323 976)(	817 762)(	) (	817 762)
Sécurité publique	3 (	739 163)(	1 295 869)(	27 724)(	1 323 593)
Transport	4 (	6 868 023)(	2 571 718)(	) (	2 571 718)
Hygiène du milieu	5 (	642 430)(	3 518 053)(	) (	3 518 053)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (	)
Loisirs et culture	8 (	2 832 385)(	997 436)(	) (	997 436)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	11 405 977)(	9 200 838)(	27 724)(	9 228 562)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	8 493)(	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	424 982	1 081 574	416	1 081 990
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17				
Réserves financières et fonds réservés	18			27 308	27 308
	19	424 982	1 081 574	27 724	1 109 298
	20	(10 989 488)	(8 119 264)		(8 119 264)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(10 936 195)	(6 997 032)		(6 997 032)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 000 948	3 513 241	288 637
Débiteurs (note 5)	2	5 100 213	4 757 079	177 492
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	115 931	119 984	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	9 217 092	8 390 304	466 129
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10		1 000 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 268 536	3 365 050	209 959
Revenus reportés (note 12)	12	33 432	158 415	
Dette à long terme (note 13)	13	36 395 071	37 114 954	83
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			147 199
Autres passifs (note 14)	15			
	16	39 697 039	41 638 419	357 241
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(30 479 947)	(33 248 115)	108 888
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	74 806 896	80 477 942	86 661
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	213 741	212 251	
Stocks de fournitures	20	167 585	230 688	6 487
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	103 829	69 480	13 897
	23	75 292 051	80 990 361	107 045
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 252 773	3 163 484	45 957
Excédent de fonctionnement affecté	25	154 831	74 831	79 788
Réserves financières et fonds réservés	26	4 736 090	4 715 012	34 900
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	31 289) (
Financement des investissements en cours	28	(2 567 296)	(5 418 796)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	40 235 706	45 207 715	86 577
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	44 812 104	47 742 246	215 933
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 882 967	4 730 013	5 875 433	5 661 657
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 018 833	995 504	1 386 761	1 132 704
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	3 943 620	3 961 024	4 198 228	3 846 489
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	768 777	743 667	743 753	573 206
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	11 900	37 439	53 633	29 177
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 221 915	4 365 531	2 935 243	2 768 710
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	262 182	282 166	291 100	205 699
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	3 000 000	3 529 792	3 568 473	3 314 245
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21				
▪	22				
▪	23				
	24	18 110 194	18 645 136	19 052 624	17 531 887

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 209 441	2 343 643
Excédent de fonctionnement affecté	2	154 619	324 878
Réserves financières et fonds réservés	3	4 749 912	4 754 377
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	31 289)(	36 411)
Financement des investissements en cours	5	(5 418 796)	(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	45 294 292	40 327 295
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	47 958 179	45 146 486

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 163 484	2 252 773
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	45 957	90 870
	11	3 209 441	2 343 643

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Biométhanisation	12	69 355	149 355
▪ Gestion des fosses septiques	13	5 476	5 476
▪	14		
▪ 6	15		
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	74 831	154 831
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie intermunicipale de Polic	22	62 741	164 123
▪ Régie inter. Sécurité animalière	23	17 047	5 924
▪	24		
	25	79 788	170 047
	26	154 619	324 878

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Développement durable	27	381 930	381 930
▪ Équilibre budgétaire	28	2 000 000	2 000 000
▪ Infrastructures	29	500 000	500 000
▪	30		
▪	31		
	32	2 881 930	2 881 930
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ Éventualités	33	34 900	
▪	34		
▪	35		
	36	34 900	
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	215 233	245 972
Organismes contrôlés et partenariats	38		18 287
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	47 336	47 336
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45		
Autres			
▪ Mobilité durable et Arbres	46	661 313	651 652
▪ Réserve foncière	47	909 200	909 200
	48	1 833 082	1 872 447
	49	4 749 912	4 754 377

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (	31 289)(	36 411)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 (	)(	)
Autres	54 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 (	)(	)
	56 (	31 289)(	36 411)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	58 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 (	)(	)
Autres			
▪	60 (	)(	)
▪	61 (	)(	)
	62 (	31 289)(	36 411)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	64 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	65 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	66 (	)(	)
Autres			
▪	67 (	)(	)
▪	68 (	)(	)
	69 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	70 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	71 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 (	)(	)
Autres			
▪	74 (	)(	)
▪	75 (	)(	)
	76 (	)(	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	77		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80		
Autres			
▪	81		
	82		
	83 (	31 289)(	36 411)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84		
Investissements à financer	85 (	5 418 796)(	2 567 296)
	86	(5 418 796)	(2 567 296)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	80 564 603	74 904 667
Propriétés destinées à la revente	88	212 251	213 741
Prêts	89		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	105 572	101 519
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	80 882 426	75 219 927
Ajustements aux éléments d'actif	93	(1)	
	94	80 882 425	75 219 927
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95 (	37 115 037)(	36 401 252)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	310 946)(	348 129)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	1 837 850	1 856 749
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99		
	100 (	35 588 133)(	34 892 632)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	)(	)
	102 (	35 588 133)(	34 892 632)
	103	45 294 292	40 327 295

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, le régime des cadres au 31 décembre 2019 et celui des employés de bureau au 31 décembre 2019.

« Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipale »

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, 2014, chap. S-2.1.1.) (« Loi RRSM »).

La loi RRSM vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement aux services accumulés avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « volet antérieur ») et les services qui s'accumulent à compter du 1er janvier 2014 (ci-après le « volet courant »). Le présent rapport tient compte des ententes survenues entre les parties dans le cadre de la Loi RRSM pour les trois régimes de retraite. »

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédant la date de la retraite normale.

c) Date de retraite anticipée Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

7. Invalidité

Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Cadres : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

b) Policiers syndiqués : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles. De plus, pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM, les rentes sont indexées selon 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2%.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelles.

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

10. Cotisations salariales

a) Policiers syndiqués: Volet courant: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,40% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

b) Cadres: Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,26% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,45% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation. Volet antérieur : aucune

11. Cotisation patronale

Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Se référer à la section cotisations salariales pour les pourcentages versés selon l'évaluation actuarielle. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50 % de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(134 771)	(126 940)
Charge de l'exercice	4 (	231 138)(	150 783)
Cotisations versées par l'employeur	5	218 710	142 952
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(147 199)	(134 771)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	5 393 409	5 048 888
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	5 483 476)(	5 253 404)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(90 067)	(204 516)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(57 132)	69 745
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(147 199)	(134 771)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(147 199)	(134 771)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	5 393 409	5 048 888
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	5 483 476)(	5 253 404)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	90 067)(	204 516)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	238 392	308 557
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	86 456	5 524
	20	324 848	314 081
Cotisations salariales des employés	21 (	119 703)(	203 712)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	205 145	110 369
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	12 393	20 032
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(2 552)	(3 286)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	214 986	127 115
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	292 021	277 443
Rendement espéré des actifs	33 (	275 869)(	253 775)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	16 152	23 668
Charge de l'exercice	35	231 138	150 783
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	201 779	401 760
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	275 869)(	253 775)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(74 090)	147 985
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	191 126	(71 318)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	195 671	289 818
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	5 105 978	5 147 930
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	111 138	114 935
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	104 670	7 691
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,71 %	5,38 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,38 %	5,48 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	
Rendement espéré des actifs	85	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	
Charge de l'exercice	87	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite pour les salariés de la Ville de Contrecoeur

Ce régime de retraite est enregistré sous le numéro 26460 et est régi par la Loi sur les régimes de retraite complémentaire et ses règlements y afférant.

Le régime est un régime contributif à cotisations déterminées administré par le comité de retraite. Les placements sont gérés par Desjardins Sécurité Financière, compagnie d'assurance-vie

Les participants détiennent le droit de placer les cotisations versées à la Caisse de retraite en leur nom, selon les choix offerts par la Caisse. Pour toute information concernant les modalités du régime, on se réfère au texte du régime.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	232 012	184 797
	112	232 012	184 797

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite offert aux employés-cadres de la ville est un REER collectif, où l'employeur et l'employé participant cotisent chacun jusqu'à concurrence de 2 % du salaire de l'employé.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	164 032	106 066
Autres régimes	117		
	118	164 032	106 066

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	22	26

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	6 941	6 874
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	25 903	25 709
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123	25 903	25 709

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 532 157	11 946 247	11 946 247
Taxes spéciales				10 179 082
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	11 532 157	11 946 247	11 946 247
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 296 916	1 366 354	1 366 354
Égout	13	814 617	854 424	854 424
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 133 573	1 162 280	1 162 280
Autres				1 094 204
▪	16			
▪ Fosse septique	17	48 786	43 800	43 800
▪	18			42 720
Centres d'urgence 9-1-1	19	40 000	44 729	44 729
Service de la dette	20	913 946	694 549	694 549
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	4 247 838	4 166 136	4 166 136
Taxes d'affaires				3 475 550
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	4 247 838	4 166 136	4 166 136
	29	15 779 995	16 112 383	16 112 383
				13 654 632

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	113	214	214
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			108
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	61 069	73 246	73 246
Cégeps et universités	34			58 487
Écoles primaires et secondaires	35	79 639	96 892	96 892
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			78 404
	37	140 821	170 352	170 352
				136 999
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	78 604	94 674	94 674
Taxes d'affaires	40			76 649
	41	78 604	94 674	94 674
				76 649
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	219 425	265 026	265 026
				213 648

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	123 906	139 747	126 114
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51	2 718	2 718	11 604
Sécurité civile	52			
Autres	53			229 711
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	56 446	15 240	18 585
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	30 000	61 021	49 757
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	27 596	2 596	10 205
Réseau de distribution de l'eau potable	65			25 857
Traitement des eaux usées	66			20 760
Réseaux d'égout	67			1 483
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	3 500	3 305	43 515
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	2 618	2 618	
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	17 000	19 611	40 227
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	36 000	48 745	38 697
Autres	85	20 000	28 500	
Réseau d'électricité	86			
	87	314 448	324 101	616 515

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93			
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	103 165	103 165	
Réseau de distribution de l'eau potable	104			
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118	995 132	995 132	53 293
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122			
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124			
Réseau d'électricité	125			
	126	1 098 297	1 098 297	53 293

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	314 613	314 616	239 038
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134			
Dotation spéciale de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	314 613	314 616	239 038
TOTAL DES TRANSFERTS	139	629 061	1 737 014	908 846

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	25 500	27 931	27 931
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	25 500	27 931	27 931
24 443				
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	153 277	184 255	184 255
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	92 013	92 843	92 843
Réseaux d'égout	158			
89 529				
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	245 290	277 098	277 098
240 607				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	270 790	305 029	305 029
				265 050

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			487
Évaluation	183			
Autres	184	92 525	287 670	70 355
	185	92 525	287 672	70 842
Sécurité publique				
Police	186		97 308	80 005
Sécurité incendie	187	500	720	
Sécurité civile	188			
Autres	189	200	12 805	8 687
	190	700	110 833	88 692
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	10 600	76 908	46 389
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193		6 491	41 428
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194	350	160	200
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	10 950	83 559	88 017
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200		7 967	6 009
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	13 590	28 995	15 706
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208	1 000	1 664	1 498
Autres	209			
	210	14 590	38 626	23 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			1 772
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	3 750	11 372	3 672
Autres	218		5 953	1 500
	219	3 750	17 325	6 944
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	328 697	234 634	134 446
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	6 830	13 062	1 367
Autres	222		14 969	16 948
	223	335 527	262 665	152 761
Réseau d'électricité	224			
	225	458 042	693 975	430 469
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	728 832	999 004	695 519

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	69 900	87 475	109 881	108 273
Droits de mutation immobilière	228	1 010 000	2 021 165	2 021 165	1 602 804
Droits sur les carrières et sablières	229				37 712
Autres	230	4 000	7 728	7 728	445
	231	1 083 900	2 116 368	2 138 774	1 749 234
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	232	75 100	153 939	296 089	364 054
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	233	10 000	63 009	75 752	13 959
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	234	41 000	104 600	104 600	92 374
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			2 279	1 065
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Redevances réglementaires	243				40 413
Autres	244		23 935	26 691	29 199
	245		23 935	28 970	70 677
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	644 957	564 583		564 583	564 583	573 771
Greffé et application de la loi	2	166 330	199 361		199 361	199 361	230 596
Gestion financière et administrative	3	1 153 926	1 186 256		1 186 256	1 186 256	1 088 796
Évaluation	4	163 031	184 210		184 210	184 210	175 126
Gestion du personnel	5	72 134	34 019		34 019	34 019	22 751
Autres							
▪	6	306 187	592 845	593 037	1 185 882	1 185 882	868 798
▪	7						
	8	2 506 565	2 761 274	593 037	3 354 311	3 354 311	2 959 838
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 580 000	1 691 340		1 691 340	2 053 370	1 828 647
Sécurité incendie	10	919 069	909 690	116 264	1 025 954	1 025 954	931 378
Sécurité civile	11	20 900	22 436		22 436	22 436	19 770
Autres	12	40 200	47 440		47 440	76 618	61 226
	13	2 560 169	2 670 906	116 264	2 787 170	3 178 378	2 841 021
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	962 556	1 162 517	1 287 272	2 449 789	2 449 789	2 405 180
Enlèvement de la neige	15	574 802	561 253		561 253	561 253	545 966
Éclairage des rues	16	76 500	67 095	71 971	139 066	139 066	153 587
Circulation et stationnement	17	18 150	13 544	57 226	70 770	70 770	74 330
Transport collectif							
Transport en commun	18	399 446	398 294		398 294	398 294	390 680
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	66 430	78 247		78 247	78 247	66 242
	22	2 097 884	2 280 950	1 416 469	3 697 419	3 697 419	3 635 985

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2022	2021	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
	23	969 180	991 232	209 738	1 200 970	1 200 970	1 126 924
	24	165 419	147 285	193 064	340 349	340 349	308 457
	25	322 107	311 254	280 467	591 721	591 721	601 490
	26	156 904	114 000	257 237	371 237	371 237	344 734
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
	27	488 527	491 619		491 619	491 619	473 774
	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
	29	471 920	471 016		471 016	471 016	466 497
	30						
Matières organiques							
	31	590 458	584 823		584 823	584 823	603 445
	32						
	33						
	34						
	35						
	36						
	37	41 805	41 805		41 805	41 805	27 310
	38	557 751	469 025		469 025	469 025	321 405
	39						
	40	3 764 071	3 622 059	940 506	4 562 565	4 562 565	4 274 036
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
	41	100 413	103 916		103 916	103 916	100 486
	42						
	43	52 513	35 338		35 338	35 338	26 643
	44	152 926	139 254		139 254	139 254	127 129

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total		
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	551 357	493 842	493 842	493 842	456 324
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	20 050	9 277	9 277	9 277	12 433
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	128 852	36 482	36 482	36 482	90 420
Tourisme	49	30 432	55 630	55 630	55 630	44 127
Autres	50					
Autres	51					
	52	730 691	595 231	595 231	595 231	603 304
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	835 574	703 913	703 913	703 913	611 943
Patinoires intérieures et extérieures	54	114 406	76 249	76 249	76 249	72 848
Piscines, plages et ports de plaisance	55	57 814	95 806	95 806	95 806	91 992
Parcs et terrains de jeux	56	735 535	680 784	463 5161 144 300	1 144 300	1 116 598
Parcs régionaux	57	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Expositions et foires	58	259 131	212 768	212 768	212 768	101 537
Autres	59	5 050	11 162	11 162	11 162	13 647
	60	2 047 510	1 820 682	463 5162 284 198	2 284 198	2 048 565
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	303 830	283 447	283 447	283 447	280 537
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	165 871	160 435	160 435	160 435	159 089
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	469 701	443 882	443 882	443 882	439 626
	67	2 517 211	2 264 564	463 5162 728 080	2 728 080	2 488 191

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	657 660	635 190		635 190	494 590
Autres frais	70	111 117	108 477		108 477	78 616
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71				16 152	23 668
Autres	72	11 900	37 439		37 481	5 509
	73	780 677	781 106		797 386	602 383
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	3 000 000	3 529 792 (	3 529 792)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	15 858	15 858	18 870
Usines de traitement de l'eau potable	2	3 052 128	3 052 128	148 553
Usines et bassins d'épuration	3	12 750	12 750	353 142
Conduites d'égout	4	437 317	437 317	121 866
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 251 942	2 251 942	6 816 443
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	552 655	552 655	2 832 385
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 303 529	1 303 529	232 140
Édifices communautaires et récréatifs	14	497 538	497 538	284 716
Améliorations locatives	15		527	330
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	164 792	186 953	73 630
Ameublement et équipement de bureau	18	189 697	193 838	125 207
Machinerie, outillage et équipement divers	19	301 079	301 974	326 185
Terrains	20	421 553	421 553	106 608
Autres	21			
	22	9 200 838	9 228 562	11 440 075

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	15 858	15 858	
Usines de traitement de l'eau potable	24	3 052 128	3 052 128	
Usines et bassins d'épuration	25	12 750	12 750	334 630
Conduites d'égout	26	437 317	437 317	121 866
Autres infrastructures	27	1 681 740	1 681 740	4 529 132
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			18 870
Usines de traitement de l'eau potable	29			148 553
Usines et bassins d'épuration	30			18 512
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	1 122 857	1 122 857	5 119 696
Autres immobilisations corporelles	33	2 878 188	2 905 912	1 148 816
	34	9 200 838	9 228 562	11 440 075

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 818 006	1 250 000	722 100	10 345 906
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	25 074 625	2 691 900	2 524 298	25 242 227
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	34 892 631	3 941 900	3 246 398	35 588 133
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 856 750		18 900	1 837 850
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 856 750		18 900	1 837 850
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	1 856 750		18 900	1 837 850
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 856 750		18 900	1 837 850
	19	36 749 381	3 941 900	3 265 298	37 425 983
Dette en cours de refinancement	20 ()				
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	36 749 381	3 941 900	3 265 298	37 425 983

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	37 425 983
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 418 796
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	47 336
Débiteurs	9	1 837 850
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	80
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	40 959 513
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	40 959 513
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	872 706
Communauté métropolitaine	18	55 778
Autres organismes	19	834 031
Endettement total net à long terme	20	42 722 028
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	42 722 028
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1	50 544	50 543	42 258
Évaluation	2	160 531	182 065	172 707
Autres	3	118 673	120 408	114 545
Sécurité publique				
Police	4	1 540 000	1 646 611	231 107
Sécurité incendie	5	49 105	49 760	46 293
Sécurité civile	6			
Autres	7	40 000	44 030	249
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	397 046	397 046	389 074
Autres	10	8 915	11 667	17 117
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 528 765	1 528 769	1 497 036
Cours d'eau	13	41 805	41 805	27 310
Protection de l'environnement	14	14 614	15 089	
Autres	15	48 786	48 786	38 158
Santé et bien-être				
Logement social	16	100 413	103 916	100 486
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	42 903	43 135	36 681
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	52 526	53 660	18 910
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	27 289	28 241	36 779
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	4 221 915	4 365 531	2 768 710

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	9 200 838	11 405 977
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	9 200 838	11 405 977

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	21 840,00	1 095 353	236 892	1 332 245
Professionnels	2	4,00	35,00	7 280,00	450 203	93 060	543 263
Cols blancs	3	20,00	33,75	35 100,00	962 217	213 716	1 175 933
Cols bleus	4	51,00	40,00	50 460,00	1 653 622	371 211	2 024 833
Policiers	5						
Pompiers	6	31,00	40,00	460,00	356 712	39 666	396 378
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	118,00		115 140,00	4 518 107	954 545	5 472 652
Élus	9	7,00			211 906	40 959	252 865
	10	125,00			4 730 013	995 504	5 725 517

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	2 596	103 165			105 761
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	636 121	995 132			1 631 253
	17	638 717	1 098 297			1 737 014

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	150 750	103 051
	4	150 750	103 051
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	8 611	9 316
Sécurité civile	7	1 603	1 807
Autres	8		
	9	10 214	11 123
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	270 632	155 320
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	6 092	6 931
Transport collectif	13	78	90
Autres	14		
	15	276 802	162 341
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 566	6 414
Réseau de distribution de l'eau potable	17	34 854	26 507
Traitement des eaux usées	18	71 767	74 177
Réseaux d'égout	19	92 683	77 965
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	3 628	1 249
Autres	25		
	26	207 498	186 312
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29	17 488	18 653
	30	17 488	18 653
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		1 025
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	538	1 054
Autres	34	9 613	10 348
	35	10 151	12 427
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	100 766	76 354
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	7 437	7 974
Autres	38		
	39	108 203	84 328
Réseau d'électricité	40		
	41	781 106	578 235

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maud Allaire	Maire	45 491	17 548	21 967	
Pierre Bélisle	Conseiller	14 100	7 050		
Claude Bérard	Conseiller	14 100	7 050		
Maggy Bissonnette	Conseiller	14 100	7 050		
Claude Dansereau	Conseiller	14 100	7 050		
Karine Messier	Conseiller	14 100	7 050		
Pierre-Olivier Roy	Conseiller	14 100	7 050		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 500 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X 3
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	71 568 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X 6
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	9	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	13	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	16	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	19	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	_____ \$
Ligne 24 : Libres	22	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	26	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	_____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

28 ☒ 29 ☐

30 66 202 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

31 ☒ 32 ☐

33 357 804 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

34 ☐ 35 ☒

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

37 ☐ 38 ☒

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

40 ☐ 41 ☒

42 ☐ 43 ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

44 ☐ 45 ☒

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

47 ☒ 48 ☐

49 31 824 \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 _____ \$

- b) autres formes d'aide

53 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \$

Systèmes de drainage

64 \$

Abords de routes

65 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70

b) Date d'adoption de la résolution

71

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 72 ☒ 73 ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 2019-11-377
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-11-05
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 4
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 2
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 1
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 956
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 239
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?
- 86 ☐ 87 ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 ☐ 14 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 ☐ 16 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 ☐ 18 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 ☐ 20 ☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-09

Nom du signataire : Amélie Champigny

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2023-05-05 08:35

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	17 393 723	18 567 313	20 453 046	1 719 326	20 742 085
Investissement	2	53 293		1 122 232		1 122 232
	3	17 447 016	18 567 313	21 575 278	1 719 326	21 864 317
Charges	4	17 167 732	18 110 194	18 645 136	1 837 775	19 052 624
Excédent (déficit) de l'exercice	5	279 284	457 119	2 930 142	(118 449)	2 811 693
Moins : revenus d'investissement	6 (	53 293)(	) (	1 122 232)(	) (	1 122 232)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	225 991	457 119	1 807 910	(118 449)	1 689 461
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	3 272 092	3 000 000	3 529 792	38 682	3 568 474
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	2 422 463)(	) (	3 066 901)(	6 097)(	3 072 998)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	424 982)(	) (	1 081 574)(	416)(	1 081 990)
Excédent (déficit) accumulé	12	153 563		(370 007)	110 138	(259 869)
Autres éléments de conciliation	13	40 758	(42 500)	(2 563)	151	(2 412)
	14	618 968	2 957 500	(991 253)	142 458	(848 795)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	844 959	3 414 619	816 657	24 009	840 666

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 000 948	3 513 241	3 801 878
Débiteurs	2	5 100 213	4 757 079	4 934 571
Placements de portefeuille	3	115 931	119 984	119 984
Autres	4			115 931
	5	9 217 092	8 390 304	8 856 433
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	36 395 071	37 114 954	37 115 037
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			147 199
Autres	9	3 301 968	4 523 465	4 733 424
	10	39 697 039	41 638 419	41 995 660
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(30 479 947)	(33 248 115)	(33 139 227)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	74 806 896	80 477 942	80 564 603
Autres	13	485 155	512 419	532 803
	14	75 292 051	80 990 361	81 097 406
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 252 773	3 163 484	3 209 441
Excédent de fonctionnement affecté	16	154 831	74 831	154 619
Réserves financières et fonds réservés	17	4 736 090	4 715 012	4 749 912
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	) (	) (	31 289) (
Financement des investissements en cours	19	(2 567 296)	(5 418 796)	(5 418 796)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	40 235 706	45 207 715	45 294 292
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	44 812 104	47 742 246	47 958 179
				45 146 486

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Biométhanisation	23	69 355	149 355
▪ Gestion des fosses septiques	24	5 476	5 476
▪	25		
▪ 6	26		
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	74 831	154 831
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	79 788	170 047
	34	154 619	324 878
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	4 715 012	4 736 090
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	34 900	18 287
	37	4 904 531	5 079 255

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	40 959 513
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	42 722 028

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	25 242 227	25 074 625
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	10 345 906	9 818 006
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 837 850	1 856 750
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	37 425 983	36 749 381

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	13 654 632	15 779 995	16 112 383	16 112 383
Compensations tenant lieu de taxes	13	213 648	219 425	265 026	265 026
Quotes-parts	14				
Transferts	15	855 553	629 061	638 717	638 717
Services rendus	16	607 322	728 832	999 004	1 105 709
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 905 325	1 169 000	2 333 316	2 510 615
Autres	18	157 243	41 000	104 600	109 635
	19	17 393 723	18 567 313	20 453 046	20 742 085
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	53 293		1 098 297	1 098 297
Autres	23			23 935	23 935
	24	53 293		1 122 232	1 122 232
	25	17 447 016	18 567 313	21 575 278	21 864 317

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	2 506 565	2 761 274	593 037	3 354 311	3 354 311	2 959 838
Sécurité publique							
Police	2	1 580 000	1 691 340		1 691 340	2 053 370	1 828 647
Sécurité incendie	3	919 069	909 690	116 264	1 025 954	1 025 954	931 378
Autres	4	61 100	69 876		69 876	99 054	80 996
Transport							
Réseau routier	5	1 632 008	1 804 409	1 416 469	3 220 878	3 220 878	3 179 063
Transport collectif	6	399 446	398 294		398 294	398 294	390 680
Autres	7	66 430	78 247		78 247	78 247	66 242
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 613 610	1 563 771	940 506	2 504 277	2 504 277	2 381 605
Matières résiduelles	9	1 550 905	1 547 458		1 547 458	1 547 458	1 543 716
Autres	10	599 556	510 830		510 830	510 830	348 715
Santé et bien-être	11	152 926	139 254		139 254	139 254	127 129
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	551 357	493 842		493 842	493 842	456 324
Promotion et développement économique	13	159 284	92 112		92 112	92 112	134 547
Autres	14	20 050	9 277		9 277	9 277	12 433
Loisirs et culture	15	2 517 211	2 264 564	463 516	2 728 080	2 728 080	2 488 191
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	780 677	781 106		781 106	797 386	602 383
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	15 110 194	15 115 344	3 529 792	18 645 136	19 052 624	17 531 887
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	3 000 000	3 529 792 (	3 529 792)			
	21	18 110 194	18 645 136		18 645 136	19 052 624	17 531 887

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	53 293	1 122 232		1 122 232
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	11 405 977)(	9 200 838)(	27 724)(	9 228 562)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	8 493)(	)(	)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	424 982	1 081 574	416	1 081 990
Excédent accumulé	6			27 308	27 308
	7	(10 989 488)	(8 119 264)		(8 119 264)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(10 936 195)	(6 997 032)		(6 997 032)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14